

La protection du paysage et l'encouragement des énergies renouvelables sont deux impératifs auxquels on ne peut que souscrire. Mais que faire en cas de conflit d'intérêts, par exemple lorsqu'il est prévu d'installer une éolienne dans une région naturelle protégée ? Quel est l'intérêt qui doit primer ? C'est également ce genre de questions que le Tribunal fédéral est appelé à trancher.

# Le pouvoir

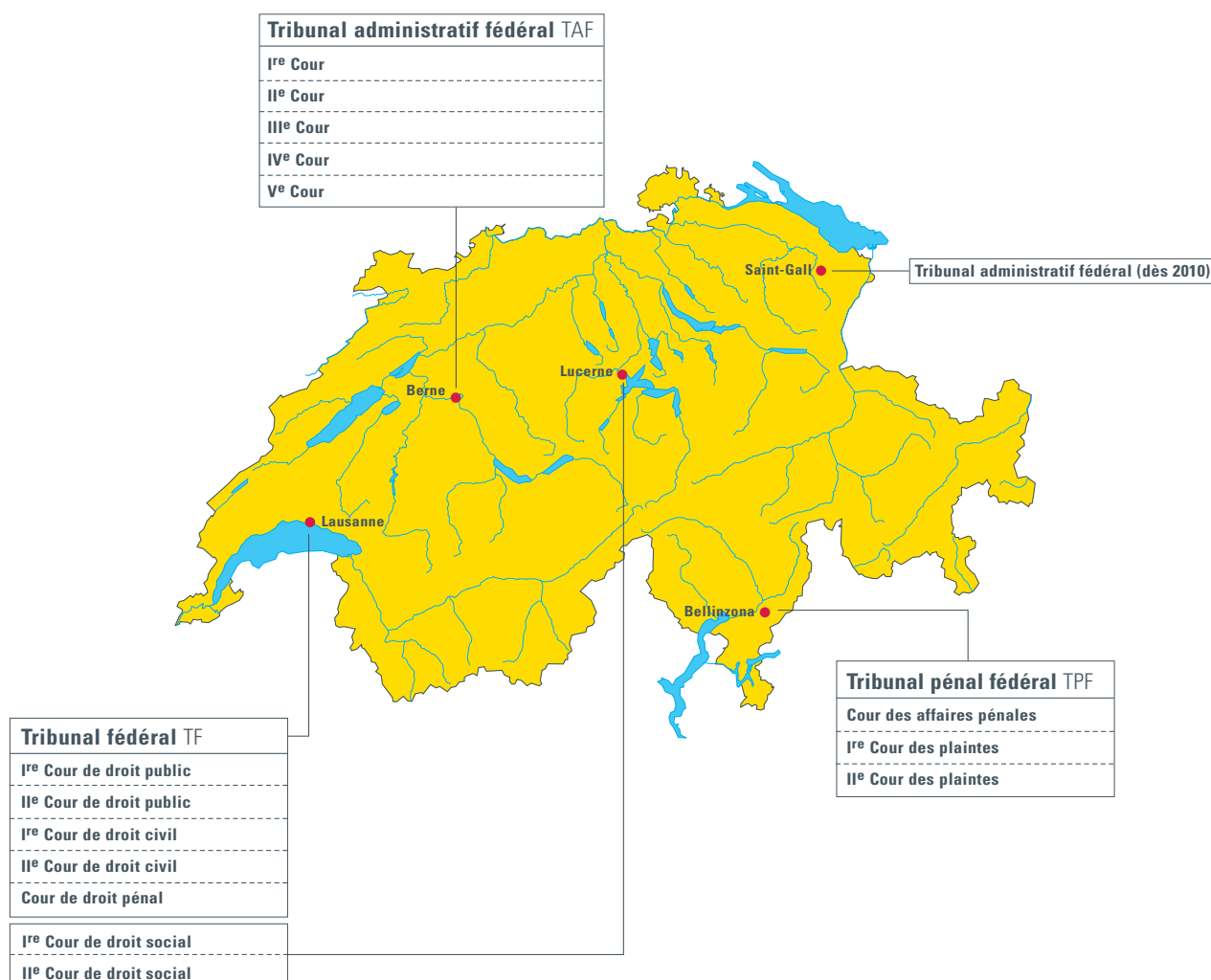


**judiciaire:** les Tribunaux fédéraux



# Le troisième pouvoir

Le Tribunal fédéral est la Cour suprême de la Confédération. Au niveau des trois pouvoirs de l'Etat, il incarne le pouvoir judiciaire à côté de l'Assemblée fédérale (pouvoir législatif) et du Conseil fédéral (pouvoir exécutif). Par sa jurisprudence, le Tribunal fédéral contribue au développement du droit et à son adaptation aux changements. Ses décisions peuvent être portées devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg.



# Le Tribunal fédéral

Les 38 juges et les juges suppléants accomplissent leur tâche dans l'une des sept cours du Tribunal à Lausanne ou à Lucerne. Ils sont assistés par 250 employés.

**Le Tribunal fédéral** a plusieurs tâches, notamment:

- garantir la protection des droits des citoyens dans des cas particuliers,
- assurer l'application uniforme du droit fédéral,
- contribuer au développement du droit.

Il **examine** sur recours si les décisions des dernières instances cantonales ainsi que des autorités inférieures de la Confédération sont compatibles avec le droit en vigueur. Il veille également à ce que les règles relatives à la législation, la mise en oeuvre du droit et la jurisprudence soient respectées.

Le Tribunal fédéral n'exerce toutefois pas de haute surveillance sur les organes judiciaires de la Suisse.

Il **statue** en dernière instance sur les litiges de

- droit civil (contestations entre personnes privées)
- droit pénal (procédures pénales dirigées contre des particuliers)
- droit public et administratif (rapports entre les citoyens et l'Etat, entre cantons ainsi qu'entre la Confédération et les cantons).

**Les juges fédéraux** sont élus par l'Assemblée fédérale en tenant compte de critères linguistiques, régionaux et politiques; la durée de leur fonction est de six ans, période qui peut être renouvelée. En principe, cette fonction est ouverte à tous les citoyens du pays. Une formation juridique n'est pas indispensable, mais en pratique elle est la règle.

**Les greffiers** devaient, jadis, essentiellement rédiger la motivation du jugement après le prononcé de l'arrêt. En raison de l'augmentation du volume des affaires, une partie des tâches ordinairement dévolues aux juges leur a été confiée.

Actuellement, les greffiers participent à l'instruction de la cause et élaborent dans la plupart des affaires le rapport et le projet d'arrêt; celui-ci est soumis à l'approbation du juge rapporteur, puis à la cour appelée à statuer pour décision.

Sur la base de ce rapport et des remarques faites lors de la délibération, à laquelle ils participent avec voix consultative, les greffiers rédigent le texte de l'arrêt définitif.

**Le secrétariat général** du Tribunal est l'état-major de la Cour plénière, de la Conférence des présidents et de la Commission administrative ainsi que du président pour les questions de personnel, d'organisation, d'administration et de budget. Il assume également la direction des services du Tribunal.

**Les services** du tribunal assument les tâches suivantes:

- *Services de la chancellerie*: enregistrement et suivi administratif des affaires pendantes, archivage, contrôle des émoluments et secrétariat;
- *Services administratifs*: service du personnel et des finances, de l'économat, de la conciergerie, de la sécurité et des huissiers;
- *Services scientifiques*: service informatique, bibliothèque, service de documentation juridique et de publication des arrêts.

# La procédure devant le Tribunal fédéral

En règle générale, une partie dépose un mémoire de recours motivé, sur lequel la partie adverse est ensuite invitée à se déterminer. Le Tribunal peut ordonner un second échange d'écritures avant de rendre son jugement.

**Causes de droit public:** Le Tribunal fédéral connaît des recours en matière de droit public contre les décisions rendues dans des causes de droit public, contre les

actes normatifs cantonaux ainsi que dans les affaires qui concernent les droits politiques (droit de vote, élections et votations populaires).

**Causes civiles:** Le Tribunal fédéral connaît des recours contre les décisions cantonales rendues en matière civile. Dans les affaires pécuniaires, la valeur liti-

gieuse doit s'élever au moins à Fr. 30 000.– (Fr. 15 000.– en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer).



**Arthur Aeschlimann**  
Président  
PRD



**Heinz Aemisegger**  
PDC



**Bertrand Reeb**  
PLS



**Michel Féraud**  
PRD



**Jean Fonjallaz**  
PSS



**Ivo Eusebio**  
PDC



**Adrian Hungerbühler**  
PRD



**Alain Wurzbürger**  
PRD



**Robert Müller**  
PDC



**Danielle Yersin**  
UDC



**Georg Thomas Merkli**  
PES



**Peter Karlen**  
UDC



**Bernard Corboz**  
PRD



**Kathrin Klett**  
PSS



**Vera Rottenberg Liatowitsch**  
PSS



**Gilbert Kolly**  
PDC



**Christina Kiss-Peter**  
PRD



**Niccolò Raselli**  
PSS



**Ursula Nordmann**  
PSS



**Elisabeth Escher**  
PDC



**Lorenz Meyer**  
UDC



**Fabienne Hohl**  
PRD



**Luca Marazzi**  
PRD

**I<sup>re</sup> Cour de droit public:** Garantie de la propriété, aménagement du territoire et droit des constructions, protection de l'environnement, droits politiques, entraide judiciaire internationale en matière pénale, circulation routière (y compris les retraits de permis), droit de cité, droit de la fonction publique, garanties générales de procédure et, en matière pénale, les décisions incidentes relevant de la procédure pénale.

**II<sup>e</sup> Cour de droit public:** Droit des étrangers, droit fiscal, droit public économique, droit administratif (ex.: responsabilité de l'Etat, subventions, radio et télévision), liberté de conscience et de croyance, liberté de la langue et liberté économique.

**I<sup>re</sup> Cour de droit civil:** Droit des obligations, contrat d'assurance, droit privé de la concurrence et propriété intellectuelle.

**II<sup>e</sup> Cour de droit civil:** Droit des personnes, de la famille, des successions et droits réels ainsi que poursuite pour dettes et faillite.

**Causes pénales:** Le Tribunal fédéral connaît des recours contre les décisions rendues en matière pénale.



**Roland Max Schneider**  
UDC



**Hans Wiprächtiger**  
PSS



**Pierre Ferrari**  
PRD



**Dominique Favre**  
PSS



**Andreas Zünd**  
PSS



**Hans Mathys**  
UDC

**Cour de droit pénal:** Droit pénal matériel (y compris exécution des peines et des mesures) et procédure pénale (sans les recours contre les décisions incidentes de procédure pénale).

**Causes de droit social:** Le Tribunal fédéral connaît des recours en matière de droit public contre les jugements des tribunaux cantonaux des assurances.



**Susanne Leuzinger-Naef**  
Vice-présidente  
PSS



**Ursula Widmer-Schmid**  
PRD



**Franz Xaver Schön**  
PDC



**Rudolf Ursprung**  
UDC



**Jean-Maurice Frésard**  
PSS

**I<sup>re</sup> Cour de droit social:** Assurance-invalidité, prestations complémentaires, assurance-accidents, assurance-chômage, assurance sociale cantonale, allocations familiales, aide sociale et assurance militaire.



**Ulrich Meyer**  
PSS



**Alois Lustenberger**  
PDC



**Aldo Borella**  
PRD



**Yves Kernen**  
UDC



**Hansjörg Seiler**  
UDC

**II<sup>e</sup> Cour de droit social:** Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité, allocations pour perte de gain, assurance-maladie et prévoyance professionnelle.

**Recours constitutionnel subsidiaire :**

Si les recours susmentionnés ne sont pas recevables, les violations des droits constitutionnels peuvent être portées devant le Tribunal fédéral au moyen d'un recours constitutionnel subsidiaire.

# Les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance de la Confédération

Les tribunaux de 1<sup>re</sup> instance de la Confédération s'organisent eux-mêmes; ils sont soumis à la surveillance du Tribunal fédéral et à la haute surveillance de l'Assemblée fédérale.

Ils déchargent le Tribunal fédéral de deux manières : les contestations déjà tranchées par une instance judiciaire inférieure sont plus rarement portées devant le Tribunal fédéral, et celui-ci peut se concentrer sur l'examen des questions de droit et s'épargner le contrôle des faits déjà établis.

## Le Tribunal pénal fédéral



**Peter Popp**  
PDC



**Sylvia Frei-Hasler**  
UDC



**Myriam Forni**  
PSS



**Daniel Kipfer Fasciati**  
PES



**Walter Wüthrich**  
PSS



**Jean-Luc Bacher**  
PRD



**Alex Staub**  
Président  
PRD



**Emanuel Hochstrasser**  
UDC



**Barbara Ott**  
PLS



**Tito Ponti**  
PRD



**Andreas Keller**  
Vice-président  
PDC



**Bernard Bertossa**  
PSS



**Giorgio Bomio**  
PSS



**Cornelia Cova**  
PSS



**Roy Garré**  
PSS

### Cour des affaires pénales

La Cour des affaires pénales a remplacé la Cour pénale fédérale du Tribunal fédéral à Lausanne. Elle statue en 1<sup>re</sup> instance sur les affaires pénales qui relèvent de la juridiction fédérale. Ce sont par exemple les affaires importantes de criminalité organisée et économique, de blanchiment d'argent et de corruption.

### I<sup>re</sup> Cour des plaintes

#### (Cour de procédure pénale)

La I<sup>re</sup> Cour des plaintes a repris les tâches de la Chambre d'accusation du Tribunal fédéral, comme l'examen de recours contre les opérations ou les omissions du procureur général de la Confédération et des juges d'instruction fédéraux.

### II<sup>e</sup> Cour des plaintes

#### (Cour d'entraide judiciaire)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, une deuxième Cour des plaintes statue sur les recours en matière d'entraide internationale en matière pénale ; cette tâche a été reprise des instances de recours des cantons et partiellement du Tribunal fédéral.

### Les juges des tribunaux de 1<sup>re</sup> instance de la Confédération

La période de fonction des juges est de six ans, comme celle des membres du Tribunal fédéral. Elle peut se terminer de manière anticipée avec l'âge de la retraite ou la révocation. Les conditions de la révocation sont une violation intentionnelle ou par négligence grave des devoirs de fonction ou une incapacité durable d'exercer sa fonction, par exemple pour cause de maladie.

**i** Tribunale penale federale  
Casella postale 2720  
6501 Bellinzona  
T 091 822 62 62  
F 091 822 62 42  
Courriel : [info@bstger.admin.ch](mailto:info@bstger.admin.ch)  
Internet : <http://www.bstger.ch/index.asp?idl=fr>

# Le Tribunal administratif fédéral

Le Tribunal administratif fédéral a commencé ses activités à Berne le 1er janvier 2007 et a succédé aux commissions fédérales de recours et aux services de recours de la Confédération. Le déménagement à St-Gall est prévu pour 2010.

La tâche principale du Tribunal administratif fédéral est de statuer sur les litiges de droit public dans les domaines de compétence de l'administration fédérale. Elle comprend aussi bien des recours contre les décisions d'instances fédérales ou cantonales que des actions traitées en 1re instance fondées sur le droit administratif fédéral.

Dans ce cadre, le Tribunal administratif fédéral intervient soit en qualité d'instance précédente du Tribunal fédéral soit en première et unique instance : ses jugements sont définitifs dans plus de la moitié des affaires.

## L'organisation

Les 72 juges se partagent 64 postes. Plus de la moitié des 330 employés du Tribunal sont des femmes. Un peu moins de 2/3 sont de langue allemande, un peu moins d'1/3 sont de langue française et 6% sont italophones.

Le Tribunal est composé de cinq cours procédurales comprenant deux chambres chacune. Les cours sont notamment compétentes pour traiter des procédures dans les domaines juridiques suivants:

**I<sup>e</sup> Cour :** Personnel fédéral, protection des données, protection de la nature et du patrimoine, douane, redevance, impôts, projets d'infrastructure, aménagement du territoire, expropriations, routes nationales, protection de l'environnement et des eaux, poste et télécommunications ainsi que radio et télévision.

**II<sup>e</sup> Cour :** Marchés publics, surveillance des fondations, registre du commerce, propriété intellectuelle, cartels et surveillance des prix, formation professionnelle, protection des animaux, approvisionnement économique du pays, agriculture, loteries, jeux de hasard et maisons de jeux, Banque nationale, blanchiment d'argent ainsi que surveillance des assurances privées.

**III<sup>e</sup> Cour :** Droit de cité, droit des étrangers ainsi que des parties du droit de l'asile, activité d'intermédiaire en vue de l'adoption, examens fédéraux de maturité, protection des monuments, droit des armes, substances thérapeutiques, radioprotection, denrées alimentaires, lutte contre les maladies et les épidémies, assurance-maladie, assurance-accidents ainsi qu'assurance-chômage.

**IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Cour :** Affaires relatives au domaine de l'asile concernant le statut de réfugié et l'expulsion.

**i** Tribunal administratif fédéral  
Schwarztorstrasse 59  
Case postale  
3000 Berne 14  
T 058 705 26 26  
F 058 705 29 80  
Courriel : [info@bvger.admin.ch](mailto:info@bvger.admin.ch)  
Internet : <http://www.bvger.ch/fr/index.htm>



# Les juges du Tribunal administratif fédéral



**Eduard Achermann**  
UDC



**Maria Amgwerd**  
PDC



**David Aschmann**  
PRD



**Florence Aubry Girardin**  
PES



**Elena Avenati-Carpani**  
PDC



**François Badoud**  
sans parti



**Jean-Luc Baechler**  
UDC



**Christoph Bandli**  
UDC



**Michael Beusch**  
PSS



**Ruth Beutler**  
PSS



**Gérard Bovier**  
UDC



**Stephan Breitenmoser**  
PDC



**Francesco Brentani**  
PDC



**Maurice Brodard**  
PDC



**Claudia Cotting-Schalch**  
PRD



**Jenny de Coulon Scuntaro**  
PRD



**Kathrin Dietrich**  
PDC



**Jean-Daniel Dubey**  
sans parti



**Roland Flury**  
PRD



**Beat Forster**  
PDC



**Johannes Frölicher**  
PSS



**Robert Galliker**  
sans parti



**Kurt Gysi**  
PRD



**Fulvio Haefeli**  
UDC



**Hans-Jacob Heitz**  
UDC



**Madeleine Hirsig-Vouilloz**  
PDC



**Bruno Huber**  
PDC



**Antonio Imoberdorf**  
PSS



**Lorenz Kneubühler**  
PSS



**Therese Kojic-Siegenthaler**  
sans parti



**Jürg Kölliker**  
PSS



**Markus König**  
PSS



**Walter Lang**  
sans parti



**Pierre Leu**  
PSS



**Christa Luterbacher**  
PSS



**Bernard Maitre**  
PDC



**Vera Marantelli**  
PRD



**Stefan Mesmer**  
PSS



**Markus Metz**  
PRD



**Alberto Meuli**  
UDC



**Pascal Mollard**  
PSS



**Jean-Pierre Monnet**  
sans parti



**Claude Morvant**  
PRD



**André Moser**  
PRD



**Francesco Parrino**  
PSS



**Claudia Pasqualetto Péquignot**  
PRD



**Michael Peterli**  
PES



**Daniel Riedo**  
UDC



**Marianne Ryter Sauvant**  
PSS



**Regula Schenker Senn**  
PSS



**Gérard Scherrer**  
sans parti



**Daniel Schmid**  
PSS



**Eva Schneeberger**  
PRD



**Franziska Schneider**  
PES



**Hans Schürch**  
PRD



**Frank Seethaler**  
PES



**Nina Spälti Giannakitsas**  
PSS



**Thomas Stadelmann**  
PDC



**Marc Steiner**  
PSS



**Walter Stöckli**  
PSS



**Bendicht Tellenbach**  
PSS



**Marianne Teuscher**  
UDC



**Andreas Trommer**  
PRD



**Hans Urech**  
UDC



**Vito Valenti**  
PRD



**Bernard Vaudan**  
PDC



**Blaise Vuille**  
PLS



**Beat Weber**  
PRD



**Philippe Weissenberger**  
PSS



**Thomas Wespi**  
PDC



**Salome Zimmermann**  
PSS



**Martin Zoller**  
PDC

**Rédaction** Service d'information de la Chancellerie fédérale et des départements  
**Conception et réalisation** Jeanmaire & Michel AG, Berne  
**Photos** Julie de Tribolet, Lausanne (page 34/35: assistant: Sully Balmassière)  
pages 21–23: parlementaires (essentiellement): Senn & Stahl, Berne  
**Partis** page 26: Michael Hermann, Geographisches Institut der Universität Zürich  
**Arrêts sur image** page 30/31: © Ciné Manufacture; régie: Jean-Stéphane Bron; [www.maisimbundeshuus.ch](http://www.maisimbundeshuus.ch)

Cette publication existe également en allemand, italien, romanche et anglais; vous pouvez l'obtenir gratuitement en envoyant une étiquette autocollante munie de vos coordonnées à l'adresse suivante:  
OFCL, Diffusion publications, CH-3003 Berne  
<http://www.publicationsfederales.admin.ch>

Art.-Nr. 104.617.f

29<sup>e</sup> édition, 2007

[www.admin.ch](http://www.admin.ch)